



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 9 MARS 2016

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Anaïs ANAMOUTOU  
☎ : 04 72 61 37 87  
✉ : anais.anamoutou@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

*Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010 régissant le fonctionnement des activités de la société EGP GHALEM PEINTURE dans son établissement situé 164, rue Marcel Cachin à VAULX-EN-VELIN ;

VU le rapport du 21 janvier 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 21 janvier dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la visite du 21 janvier 2016 a permis à l'inspection de faire les constatations suivantes :

- ◆ les zones susceptibles d'être à l'origine d'un risque incendie, explosion, d'émanation toxique ne sont pas clairement identifiées,
- ◆ le plan des zones à risque n'est pas actualisé,
- ◆ le réseau de détection incendie avec report d'alarme n'a pas été installé,
- ◆ les travaux de protection contre la foudre n'ont pas été réalisés,
- ◆ l'accès pompier, avenue Charles de Gaulle, n'est pas conforme,
- ◆ le poteau incendie n°12484 n'a pas un diamètre réglementaire de 150 mm,
- ◆ l'établissement n'est pas doté d'un séparateur à hydrocarbures,
- ◆ le dispositif de confinement étanche n'a pas vu sa capacité de confinement augmentée à 880 m3.

CONSIDERANT donc, que l'exploitant ne respecte pas les dispositions du point 7 de l'article 16, du point 2 de l'article 22, des points 3.1 et 4 de l'article 23, de l'article 25, des points 3 et 5.1 de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement des installations en cause dans des conditions irrégulières peut présenter des inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de la société EGP GHALEM PEINTURE de se conformer aux dispositions du point 7 de l'article 16, du point 2 de l'article 22, des points 3.1 et 4 de l'article 23, de l'article 25, des points 3 et 5.1 de l'article 27 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2010 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société EGP GHALEM DE PEINTURE, pour ses installations situées 164, rue Marcel Cachin à VAULX-EN-VELIN, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 7 de l'article 16, du point 2 de l'article 22, des points 3.1 et 4 de l'article 23, de l'article 25, des points 3 et 5.1 de l'article 27 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VAULX-EN-VELIN,
- à l'exploitant.

Lyon, le **9 MARS 2016**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général adjoint  
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon

  
Denis BRUEL